

L'accès aux services de base et à une aide humanitaire pertinente dans un contexte sécuritaire fragile

Étude de cas dans le quartier de Carrefour-Feuilles
Port-au-Prince, Décembre 2023

MESSAGES CLES

- La dégradation de la situation sécuritaire depuis le mois d'août 2023 à Carrefour-Feuilles a exposé les habitants de cette localité à plusieurs **risques de protection d'une sévérité extrême**. Les entretiens avec des populations affectées par la crise et auprès d'acteurs locaux (associations, leaders communautaire, autorités locales) intervenant dans la zone ont mis en évidence la gravité des incidents auxquels ont été exposées ces populations consistant, entre autres, en des **destructions de maisons par le feu, des attaques armées ou encore des violences sexuelles sur des femmes et des filles**.
- Ces violences ont provoqué des **déplacements précipités** et ont entraîné **la perte d'accès aux services de base comme la santé ou l'éducation mais aussi aux moyens de subsistance ou aux marchés**. Les personnes consultées ont décrit avoir perdu d'une manière soudaine leurs maisons et leurs sources de revenus pour se **réfugier dans des sites informels d'accueil** de personnes déplacées. Les participants aux entretiens ont rapporté n'avoir que très peu de possibilités pour atténuer les effets de la crise sur leurs capacités à satisfaire leurs besoins prioritaires. Ils font par ailleurs preuve de **résilience face à l'insécurité et de solidarité communautaire pour satisfaire leurs besoins**.
- La plupart des personnes consultées ont fait part de **l'insuffisance de l'aide** par rapport à la prévalence des besoins des populations affectées par la crise et certains ont mis l'accent sur **la mauvaise qualité de cette aide**. Peu de personnes ont rapporté avoir été **consultées sur leurs besoins et préférences** en matière d'assistance humanitaire.
- Les acteurs humanitaires et associatifs ayant pris part à une concertation deux mois après la collecte de données ont mis en exergue le besoin de **renforcer les initiatives en matière de positionnement** pour être mieux préparés à des crises similaires à Port-au-Prince et pour réfléchir à des **mécanismes pour mieux inclure les voix des acteurs locaux** dans les réponses humanitaires afin d'en **assurer sa pertinence**.

« Il n'y a pas de vie (ce n'est même pas la peine de parler de sécurité, elle n'existe pas). Nous nous aidons nous même, il n'y a pas de sécurité. Pour pouvoir dormir, tu as le choix entre débarquer dans une école ou un espace qui peut prendre à peu près une trentaine ou une cinquantaine de personnes. On y pénètre et on s'entasse pour dormir. Nous sommes entassés comme des sardines, nous dormons les uns serrés aux autres. Cela veut dire qu'il n'y a pas de vie. »

Personne à mobilité réduite en situation de déplacement

CONTEXTE

Entre les 12 et 13 août 2023, des violences armées ont eu lieu dans les quartiers de Carrefour-Feuilles et Savane Pistaches qui se situent dans le Sud-Ouest de la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Selon la [Matrice de suivi des déplacements](#) (DTM), ces violences ont provoqué un déplacement d'environ 717 ménages comprenant 3556 individus, dont la plupart (89%) se sont réfugiés dans 7 sites.¹ Les résidents des quartiers situés entre Carrefour-Feuilles et Bas peu de Choses sont privés d'électricité à la suite du sabotage des installations électriques de Saieh (Carrefour-Feuilles) par les membres de gangs armés survenu le 14 août.² Cette flambée de l'insécurité vient aggraver la situation des populations de Carrefour-Feuilles.

APERCU DE L'ETUDE

Dans le but de permettre à la coordination humanitaire de mieux comprendre le contexte et la manière de répondre à moyen terme aux besoins des plus vulnérables dans cette situation d'insécurité, cette étude a visé à explorer les besoins humanitaires provoqués par la crise sécuritaire mais aussi à donner la voix à des acteurs locaux et aux populations affectées afin de leur permettre de partager leurs perceptions sur leurs priorités et préférences en matière d'assistance humanitaire.

METHODOLOGIE :

L'étude a consisté en une approche qualitative basée sur des consultations auprès d'acteurs clés intervenant dans la zone et des populations affectées par la crise sécuritaire à Carrefour-Feuilles. La collecte de données s'est déroulée entre le 7 et le 15 septembre en partenariat avec l'association [ORRAH](#).

IMPACT DES ATTAQUES ARMÉES SUR LES POPULATIONS

Des déplacements massifs et précipités suite à des violences extrêmes

Lorsqu'interrogés sur les principales préoccupations des personnes affectées par la crise, 14 acteurs locaux ont mis l'accent **sur le climat d'insécurité**. Les répondants ont spécifiquement fait référence à des incidents de sécurité liés à des guerres de territoire consistant **en la destruction des maisons par le feu, le kidnapping** ou encore **l'impossibilité de circuler librement**. A ce propos, un leader communautaire a fait part de ses angoisses vis-à-vis de **l'impossibilité pour les habitants d'aller au marché** soit pour acheter ou écouler les produits alimentaires à cause des gangs armés. Certains répondants ont fait part de leur **perte de confiance dans les institutions publiques et représentants de l'Etat du pays pour les protéger** et les aider à subvenir leurs besoins.

Tous les participants aux entretiens ont précisé que les attaques des gangs ont causé leur déplacement. Comme renseigné par le rapport de la DTM d'octobre et novembre¹ qui indique que **95%** des déplacés internes dans **la commune de Port-au-Prince** résident dans des sites, presque tous les répondants aux entretiens ont précisé que les personnes affectées se sont **réfugiées dans des lieux d'accueil informels comme des écoles publiques, des places publiques ou encore des églises**.

17/20

répondants parmi les populations directement affectées par la crise sécuritaire ont précisé que **les principaux lieux de refuge lors du déplacement sont des écoles**.

Une exposition à l'insécurité conjuguée à la perte des moyens de subsistance et des biens essentiels...

Plusieurs répondants ont mis l'accent sur le **caractère précipité de leur déplacement forcé** qui a causé pour beaucoup de personnes **la perte de leurs moyens de subsistance** mais aussi de **leur abri et biens personnels**.

De plus, la moitié des acteurs locaux interrogés intervenant auprès de ces populations ont évoqué **l'impact des attaques des gangs sur la santé mentale** des habitants de Carrefour-Feuilles, qui ont été **témoins de la violence des attaques armées** causant parfois **l'assassinat de leurs proches** comme illustré dans la citation ci-dessous par une femme âgée en situation de déplacement :

« J'ai un fils qui a reçu un projectile à la jambe, il a perdu sa jambe. Récemment j'ai perdu un de mes fils. Il était dans la maison et nous n'avons jamais eu de ces nouvelles. Ils l'ont tué là-bas. Je me suis enfuie toute nue en laissant derrière moi une maison de 18 pièces (chambres). C'était la demeure de toute une famille. Nous n'avons rien ! Nous avons tout perdu ! Nous n'avons pas de nourriture, nous avons perdu notre commerce, nous avons perdu des vies humaines. Notre unique espoir est en Dieu. »

Femme âgée en situation de déplacement

Comme mentionné, plusieurs répondants ont rapporté l'impact de la **dégradation sécuritaire sur les commerçants ayant perdu leurs marchandises et leur capacité à écouler leurs produits** comme rapporté par un leader communautaire :

« Beaucoup de commerçants ont perdu toutes leurs marchandises. Certains commerçants font des pertes de 200 à 300 milles gourdes, certains avaient des dépôts de charbon de 4 à 5 cents sacs et aujourd'hui ils n'ont nulle part où dormir. Ils sont obligés de repartir à zéro. »

Leader communautaire

... et à l'exacerbation des troubles psychologiques

- Parmi les acteurs locaux consultés, dix répondants ont avancé que les confrontations armées ont eu **un effet sur la santé mentale des personnes affectées** et ont créé des troubles psychologiques chez certains. A ce propos, une personne a exprimé son **chagrin et son sentiment d'impuissance** lorsque son fils lui a réclamé ses jouets restés dans leur lieu de résidence alors qu'il ne pouvait pas retourner les récupérer.
- Une personne a élaboré sur les causes autour de la dégradation du bien-être mental des personnes déplacées en faisant référence au **déclassement social auquel sont confrontées les personnes forcées de se déplacer perdant ainsi leur source de revenus, biens immobiliers et se retrouvant dans une situation économique critique**.
- Six personnes ont mentionné que les effets psychologiques de la crise sécuritaire se sont notamment traduits par **des sensations de stress régulières ou encore par une perte de poids soudaine**.

10/20

répondants parmi les acteurs locaux interrogés et intervenant auprès des populations touchées par l'insécurité ont évoqué **l'impact qu'ont eu les violences sur la santé mentale des populations locales**.

DES BESOINS AGGRAVÉS PAR LA PERSISTANCE DE L'INSECURITÉ

Les besoins les plus rapportés et identifiés par les populations affectées par la crise sécuritaire



La sécurité

20/20
participants



Logement

18/20
participants



Nourriture

9/20
participants



Eau potable

8/20
participants



Argent

7/20
participants

Des besoins prévalents en abris

- Pour 18 personnes parmi celles affectées par la crise ayant participé à l'enquête, la **principale préoccupation est l'accès à un abri**. L'accès au logement a aussi été identifié par la moitié des acteurs locaux comme une priorité, surtout pour les populations présentant des vulnérabilités pré-existantes comme **les personnes à mobilité réduite, les femmes enceintes ou allaitantes, les enfants ou encore les personnes âgées**.
- Plusieurs répondants ont évoqué la **situation précaire dans laquelle elles se trouvent dans les sites** des personnes déplacées, en **dormant à même le sol** en n'ayant que très peu de protection face à la pluie comme le précise une personne âgée :

« Le besoin le plus important est le logement afin de me reposer avec ma famille. Imaginez-vous que quand il pleut, on est obligé d'attendre que la pluie s'arrête pour sécher le sol et dormir, l'humidité empire mes maux. C'est mon plus grand problème. »

Femme âgée en situation de déplacement

Des besoins urgents en termes d'accès à la nourriture, l'eau potable ou des services d'assainissement et d'hygiène

- Sur les 40 personnes ayant pris part aux entretiens, 21 personnes ont mentionné que le besoin prioritaire des personnes déplacées et affectées par la crise sécuritaire est **l'accès à la nourriture**. Certains répondants ont justifié ce besoin par l'**impossibilité des ménages à cuisiner ou pour se rendre aux marchés**. Certains répondants ont aussi évoqué l'**insuffisance de l'aide et son inadéquation avec les besoins d'accès à de la nourriture** comme rapporté dans la citation ci-contre.
- 12 répondants parmi les acteurs locaux ayant pris part aux entretiens ont fait référence **aux conditions sanitaires et d'hygiène précaires (manque d'installations sanitaires améliorées, kits d'hygiène, seaux, etc.)** des personnes déplacées à la fois dans les zones d'origine et beaucoup plus dans les **sites d'accueil**. Deux acteurs humanitaires et un leader communautaire ont spécifié le **besoin d'avoir accès à des produits nettoyants** tel que le chlore comme un élément important pouvant **prévenir la propagation de maladies infectieuses comme le choléra**. Certains répondants ont même précisé que **certains cas ont été détectés dans les sites de déplacés**.
- Les conditions sanitaires précaires s'allient, comme mis en valeur par une répondante, avec la **fermeture de structures de santé comme l'hôpital Sanatorium** qui traite les maladies infectieuses. L'interruption de ces services constitue une **menace de propagation de maladies infectieuses**.

« Nous n'avons rien pu faire car nous ne possédons rien. Je ne sais pas si certains en ont mais particulièrement moi qui suis là en attendant que la journée soit passée, en étant assise pour aller dormir finalement. »

Pour manger, je dois attendre que les gens viennent avec de la nourriture, qui d'habitude n'est pas toujours suffisante. Cette insuffisance occasionne généralement des bagarres. Donc si tu ne peux pas te battre, tu n'auras pas à manger. »

Femme enceinte en situation de déplacement

« Nous sommes entourés de personnes malades. L'hôpital Sanatorium est dévalisé, ces personnes sont dans des sites quand mêmes. »

Mère célibataire en situation de déplacement

RISQUES DE PROTECTION

Des risques de protection sévères exacerbant les vulnérabilités des populations

- Selon les acteurs humanitaires locaux interrogés, les populations ont été davantage exposées à des risques de protection sévères depuis août **même si les violences datent d'avant** comme expliqué par un leader communautaire ayant expliqué que :

« Ces problèmes n'ont pas forcément débuté le 12 août. Les conflits armés entre les gangs datent depuis plus de 9 mois. Cela a empiré certes maintenant lorsqu'il y a eu une entente entre trois gangs pour nous attaquer, ce qui a provoqué toutes ces pertes. »
- Parmi les risques de protection les plus sévères, cinq acteurs locaux ont mentionné l'exposition à des **violences sexuelles sur les femmes et les filles, parfois utilisées comme une menace pour obtenir des informations comme démontré dans la citation ci-dessous.**
- Outre les violences sexuelles auxquelles sont confrontées les femmes et les filles, d'autres répondants ont fait référence à des **risques de protection auxquels sont exposés les enfants**, y compris dans les sites de déplacés, tels que les **grossesses précoces, l'exposition à des violences physiques ou verbales ou encore le risque d'être séparés de leur parent.**
- En plus de ces violences, un représentant d'une organisation humanitaire a exprimé **ses préoccupations au regard de la prévalence de risques comme le vol à main armée, l'assassinat de personnes ou la destruction des maisons par le feu.** En effet, trois personnes ont mentionné **l'exposition au risque de se faire tuer.** Ces répondants ont déclaré que beaucoup de personnes ont été **assassinées ou brûlées vives** dans les attaques des gangs. Un leader religieux a relaté le cas d'un de ses fidèles qui a perdu sa femme et ses enfants lors des attaques des gangs et à présent, n'a plus de raison de vivre.

« Les bandits peuvent décider de commettre des viols. En plus si la fille tente de résister, ils vont l'assassiner après l'avoir violée. Si par exemple, ils te disent de faire quelque chose et tu ne veux pas, ils te tuent, s'ils te demandent de montrer la maison de tel policier, tu ne veux pas, tu vas être touché par une balle. »

Personne en situation de handicap vivant dans un site de déplacés

MESURES D'ADAPTATION FACE A L'INCAPACITE DE SATISFAIRE LEURS BESOINS

Des capacités limitées pour la réduction des effets de la crise sur les ménages affectés

- **15 répondants** ayant participé à cette étude, parmi les personnes affectées par la crise, ont déclaré se résigner face à la situation et être dans **l'incapacité de recourir à une stratégie d'adaptation.** Ils expliquent ne pas avoir d'autres issues que d'accepter leur situation dans les sites, une femme enceinte hébergée dans un site informel a rapporté :

« Pour nous adapter, on ne fait rien depuis le 12 août 2023, pour moi précisément en tous cas. Nous sommes là à réfléchir parce que nous n'étions pas préparés à cette situation. Les déplacés ont accès seulement à de la nourriture délivrée par quelques acteurs humanitaires et qui n'est pas accessible à tous. C'est pourquoi ils s'entretiennent presque pour en bénéficier. »

Femme enceinte en situation de déplacement

14/20

répondants parmi les personnes affectées par la crise ont rapporté être dans **l'incapacité de satisfaire leurs besoins prioritaires** depuis l'intensification des confrontations armées dans la zone.

- Quelques répondants, parmi les personnes exposées à la crise sécuritaire, ont décrit **leurs difficultés à satisfaire leurs besoins**, malgré **la résilience dont ils font preuve** en faisant face à des dangers extrêmes pour accéder tout de même à de la nourriture ou de l'eau tel que relaté par une commerçante :

« Vu notre position géographique, aller au marché était pour nous un problème, et en général c'était exactement là que les bandits se positionnaient pour tirer. Il fallait souvent être sur le vif. La route est toujours risquée. Il fallait être très prudent pour passer et ceci au péril de nos vies mais si nous nous focalisions uniquement sur la situation, nous n'irions nulle part et encore moins au marché. C'est pareil pour accéder à l'eau. »

Commerçante à Carrefour-Feuilles

Les intentions de déplacement des personnes affectées par la crise sécuritaire

- Lorsqu'interrogés sur leurs intentions migratoires, plus de la moitié des participants à l'évaluation ont indiqué que les personnes déplacées **souhaiteraient retourner dans leur lieu de résidence**. Selon ces répondants, le fait que certaines personnes ne soient pas propriétaires peut influencer leurs intentions de déplacement et pourrait être une motivation pour ne pas retourner dans leur résidence habituelle. C'est souvent les personnes **propriétaires d'un bien immobilier ou d'une terre qui ont évoqué leur volonté de retourner** selon nos enquêteurs.
- Quatre personnes ont identifié la **migration en dehors du pays, s'ils avaient les moyens**, comme intention des personnes déplacées.
- Seulement deux participants ont indiqué vouloir **se déplacer dans une famille d'accueil (parent/ami)**.

Une dépendance accrue à l'aide humanitaire pour atténuer les vulnérabilités des personnes affectées

- Lorsqu'interrogés sur leur capacité à satisfaire leurs besoins, les personnes affectées par la crise ont presque toutes rapporté **recourir et solliciter une aide humanitaire délivrée dans les sites de déplacés pour répondre à leurs besoins prioritaires**.

« Nos besoins ne sont pas satisfaits car nous n'avons rien, on est obligé d'attendre que les organisations nous apportent quelque chose à manger. Mais le matin, quand d'autres personnes font du café et achètent du pain pour leurs enfants, je ne peux pas car je n'ai rien. Parfois, j'ai l'habitude de passer la journée sans rien prendre en attendant la nourriture qui nous sera apporté que tard dans la journée. »

Femme enceinte en situation de déplacement

- Trois répondants dont deux personnes âgées déclarent avoir reçu une **aide communautaire** délivrée par les habitants et la population hôte lors des premiers jours suivants les confrontations armées dans le quartier de Carrefour Feuilles.

ACCES A L'AIDE HUMANITAIRE

Aide humanitaire fournie

- Presque toutes les personnes interrogées (19/20) ont déclaré qu'il y a eu **des interventions des acteurs humanitaires dans les localités** pour venir directement en aide aux populations exposées aux effets de l'insécurité.
- Selon les personnes enquêtées l'essentiel de l'aide est constitué de **distributions de nourriture** (identifié par 17 des 20 participants), de **kits hygiéniques** (identifié par 11 des 20 participants), de **seaux** (identifié par 5 des 20 participants). Enfin, deux répondants ont indiqué avoir reçu des sacs de couchage/drap dans leur site d'hébergement.
- Par ailleurs, comme précisé précédemment, certains répondants ont mis en exergue l'**insuffisance de l'aide fournie par rapport aux besoins** des populations affectées. Une personne a aussi mis l'accent sur la **mauvaise qualité de l'aide délivrée**, notamment de la nourriture qui peut provoquer des « douleurs abdominales. »

19/20

répondants parmi les personnes affectées par la crise ont affirmé qu'une **assistance humanitaire a été déployée** et qu'ils ont en bénéficié.

Barrières d'accès à l'aide humanitaire

- Certains répondants ont mis l'accent sur le fait que **l'aide n'était disponible que dans les sites de déplacés** compte tenu des **difficultés d'accès auxquelles font face les acteurs humanitaires pour délivrer une assistance à Carrefour-Feuilles** comme démontré dans la citation ci-contre.
- Au delà des difficultés d'accès des acteurs humanitaires, deux répondants ont rapporté **des dysfonctionnements lors des distributions de l'aide humanitaire**. Selon ces répondants, ces dysfonctionnements sont liés au fait que les responsables de sites, notamment établis souvent au sein d'établissements scolaires, **ne soient pas préparés à accueillir et prendre en charge les personnes déplacées**. Une personne a notamment mis en exergue la **mauvaise répartition de l'aide** comme illustré dans la citation ci-contre.

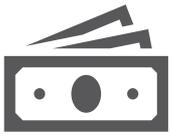
« Ce sont les organisations qui se sont rendues sur les sites mais elles ne sont jamais allées à Carrefour-Feuilles car tout le monde craint la zone. Nous n'avons rien à manger... »

Personne à mobilité réduite en situation de déplacement

« Certaines personnes en avaient vraiment besoin mais n'ont pas pu bénéficier de l'assistance tandis que d'autres en ont bénéficié plusieurs fois. »

Personne en situation de handicap

Priorités et préférences en matière d'aide humanitaire des personnes consultées



Cash

14/20
participants



Mix (Cash/nature)

9/20
participants



Logement

6/20
participants



Aide à impact à long terme

4/20
participants

14 estiment que **l'argent/cash** constitue la meilleure modalité d'aide susceptible d'aider les populations affectées. Selon ces participants **l'argent/cash leur donne plus de liberté**, notamment dans **le choix de retourner dans leur lieu de résidence ou de choisir d'aller vivre ailleurs** comme démontré dans la citation ci-dessous. Parmi les acteurs locaux interrogés, quatre personnes parmi les 20 enquêtés (1 responsable d'association locale et 3 leaders communautaires) estiment que **l'argent délivré par chèque** permettrait de **prévenir les vols et les attaques envers les bénéficiaires**. Dans le même sens, **quatre répondants** affirment que **les distributions d'argent via les réseaux mobiles (mon cash, nat cash)** seraient les plus appropriées et **éviteraient la création de tensions** au sein de la communauté.

« Une distribution de cash permettra à certaines personnes de retrouver leurs familles dans les provinces. De mon côté, je suis aveugle ça pourrait m'aider à continuer mes rendez-vous chez un médecin comme c'était le cas depuis de nombreuses années mais j'ai arrêté le traitement en 2021 à cause de manque de moyens financiers. »

Personne à mobilité réduite en situation de déplacement

Six participants aux entretiens ont identifié **l'accès à un logement sûr et digne comme priorité**. Les modalités **mixtes (cash/nature)** ont été identifiées par quatre répondants comme étant préférées pour répondre à leur besoin.

Enfin, quatre répondants ont mis l'accent sur **l'importance de fournir une aide qui peut avoir un impact positif à long terme** pour la communauté (notamment la **réparation de points d'eau** ou encore **l'amélioration à l'accès aux soins de santé**).

La délivrance **d'un soutien à l'impact durable pour les populations** a été la priorité la plus rapportée parmi les acteurs locaux ayant participé aux entretiens. Selon ces personnes, l'attention devra s'orienter davantage vers des types de soutien comme **la reconstruction des maisons brûlées, la construction des écoles, les installations sanitaires ou encore l'appui à la Police Nationale Haïtienne (PNH) pour le renforcement de la sécurité**.

Accès à l'information

- Parmi les 20 personnes enquêtées, huit d'entre elles identifient le **comité du centre d'hébergement** comme **source d'information** sur la disponibilité de l'aide humanitaire dans leur localité respective.
- Sept répondants indiquent que ce sont les **leaders communautaires** (les leaders communautaires sont les pasteurs, les membres des comités de quartier ou tout autre individu ayant une influence sur la communauté) qui permettent de faire circuler les informations concernant l'aide humanitaire.
- Deux participants ont mentionné la **Direction Générale de la Protection civile (DGPC)** comme source d'information relative à l'aide humanitaire.
- Néanmoins, trois participants ont indiqué avoir **des difficultés pour accéder aux informations relatives à la disponibilité de l'aide humanitaire dans leur localité s'ils n'étaient pas présents sur le site d'hébergement**.

CONSULTATIONS COMMUNAUTAIRES ET COORDINATION ENTRE LES ACTEURS

Consultations des personnes affectées par la crise et des acteurs locaux

- Par rapport aux consultations auprès des acteurs locaux et des populations affectées, quatre répondants qui sont des représentants d'organisations humanitaires ont déclaré que les **consultations auprès des acteurs locaux et des populations affectées** avant la mise en place de réponses humanitaires à Carrefour-Feuilles ont été suffisantes et ont permis **de contribuer au développement d'une réponse pertinente avec les besoins des populations**. En effet, un répondant a précisé que son organisation a organisé des **consultations auprès du comité de gestion du site de déplacés pour mieux planifier la distribution de l'aide** apportée en collectant des informations liées aux besoins des personnes et le nombre de personnes établies dans le site.
- Par ailleurs, quatre autres personnes dont deux représentants d'associations locales et deux leaders communautaires ont déclaré que **les consultations n'étaient pas suffisantes**. Cinq personnes à savoir un responsable d'association et quatre leaders communautaires ont déclaré qu'**il n'y a pas eu de consultations**.

15/20

répondants parmi les personnes affectées par la crise ont déclaré **ne pas avoir connaissance de consultations** organisées par des acteurs humanitaires dans leur localité.

13/20

suggèrent de **renforcer la coordination entre les différents acteurs** intervenant dans la crise et de promouvoir les consultations avec les membres des comités des sites de déplacés, les associations locales et les personnes affectées par la crise sécuritaire pour **garantir la mise en place de réponses humanitaires qui soient pertinentes avec les besoins des populations**.

Concernant la **consultation et collaboration entre les acteurs locaux comme les associations, les autorités locales et leaders communautaires avec les acteurs humanitaires internationaux**, six personnes ont expliqué qu'elles ont **une valeur ajoutée** dans le sens où cela **facilite l'accès des acteurs humanitaires dans certaines zones des populations affectées à Carrefour-Feuilles** et dans les **sites des déplacés internes** pour apporter une assistance. Les consultations permettent aussi, selon certains répondants, de **garantir la participation des acteurs locaux dans les réponses et la planification des premières phases d'urgence**.

Concertation complémentaire auprès d'acteurs locaux deux mois après la collecte de données

Dans le cadre de l'étude, une concertation complémentaire à la collecte de données a été mise en place fin novembre. Les **principaux points ressortis de cette consultation** auprès de 12 acteurs intervenant à Carrefour-Feuilles sont :

Besoins prioritaires et évolution de la situation humanitaire

- Surcharge des sites de déplacés existants ;
- Persistence de certains besoins humanitaires : Kits d'hygiène, installations sanitaires, distribution de nourriture et d'eau, produits de traitement de l'eau ;
- Soutien en matière d'éducation sexuelle et de prévention des violences basées sur le genre ;
- Maintenance et assainissement des espaces de vie ;
- Soutien psychologique et programmes éducatifs, en particulier pour les enfants et les survivants de VBG.

Assistance humanitaire

- Formation des comités de gestion des sites pour une gestion plus efficace de la réception de l'aide ;
- Meilleure communication et transparence autour des critères de sélection des bénéficiaires ;
- Mise en place d'un mécanisme efficace de remontée des plaintes ;
- Besoin de consolider les efforts pour trouver des solutions pour la relocalisation des déplacés dans les sites ;
- Nécessité d'investir dans du pré-positionnement de la part des acteurs humanitaires : avoir des cliniques et toilettes mobiles ainsi que des services prêts à être déployés.

Inclusion des acteurs locaux dans la prise de décision

- Avoir un mapping clair de l'ensemble des acteurs pour avoir une réponse coordonnée, rapide et efficace ;
- Renforcement des mécanismes de consultations des associations locales ainsi que leur inclusion dès les phases de planification de la réponse humanitaire ;
- Renforcement des capacités des acteurs locaux en matière de coordination de projets d'assistance humanitaire et de plaidoyer ;
- Intégration des acteurs locaux dans les plateformes de coordination existantes.

APERCUMETHODOLOGIQUE

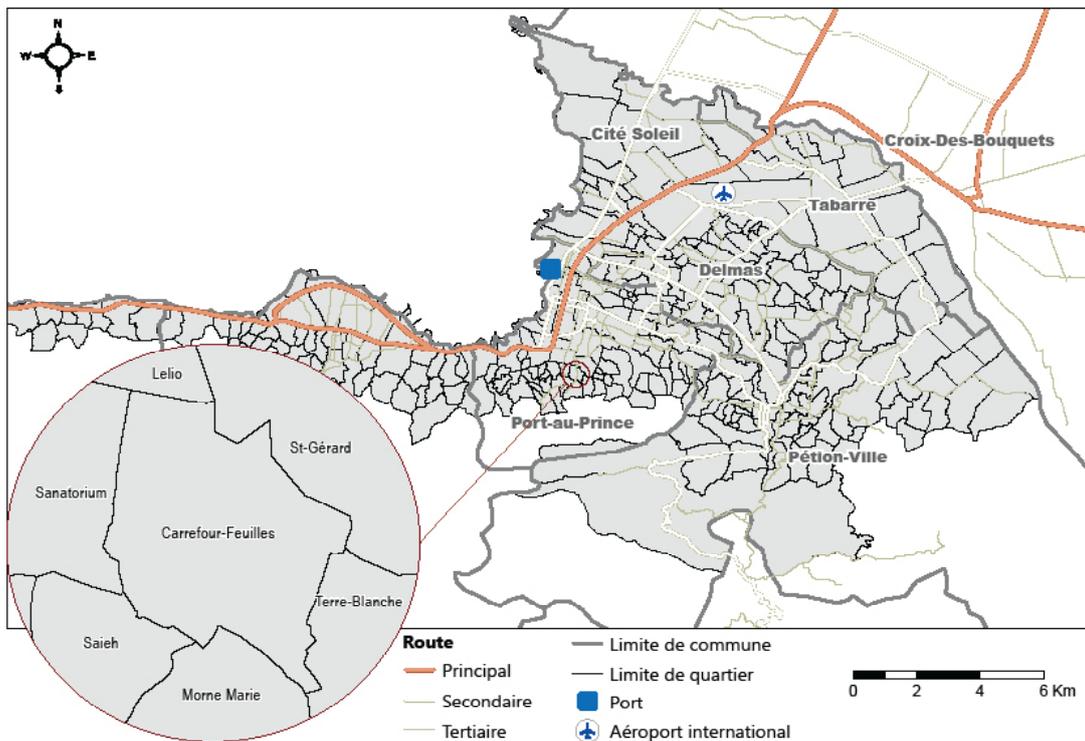
Des entretiens individuels semi-structurés (20) ont été réalisés avec des groupes de population pré-identifiés comme les groupes étant potentiellement plus exposés à des vulnérabilités et ayant des besoins humanitaires sévères. Les groupes de population suivants ont été identifiés :

- Mères célibataires ; (4 entretiens)
- Personnes âgées ; (4 entretiens)
- Personnes en situation de handicap ; (4 entretiens)
- Personnes en situation de déplacement, vivant dans des sites de déplacés ; (4 entretiens)
- Commerçants ou travailleurs journaliers dans les zones exposées à l'insécurité (4 entretiens)

20 autres entretiens avec des informateurs clés ont également été conduits avec des représentants d'associations locales actives dans la localité de Carrefour Feuilles, des représentants des autorités locales, des leaders communautaires et des représentants d'organisations humanitaires internationales intervenant dans la localité. La sélection des informateurs clés a été réalisée à travers une approche d'échantillonnage par choix, en se basant sur l'expertise du partenaire local et sa connaissance du contexte local mais aussi en collaboration avec le Groupe de travail en gestion de l'information et d'évaluation (IMAWG).

Une concertation avec des acteurs intervenant auprès des personnes déplacées suite à la crise sécuritaire a aussi eu lieu en novembre afin d'explorer l'évolution de la situation humanitaire et recueillir leurs retours sur les résultats préliminaires de l'étude.

COUVERTURE GEOGRAPHIQUE



NOTES DE BAS DE PAGE

PAGE 1

¹ OIM, [DTM, suivi des urgences](#), août 2023

² INSO, Rapport Trimestriel, Août 2023

PAGE 2

¹ OIM, [Situation de déplacement dans le département de l'Ouest - round 5 \(octobre - novembre\), 2023](#)

A PROPOS DE REACH

REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR).

Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : www.reach-initiative.org et nous suivre sur Twitter : @REACH_info